

« Face à la réélection de Donald Trump, l'Union européenne doit prendre son destin en main »



https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/11/06/face-a-la-reelection-de-donald-trump-l-union-europeenne-doit-prendre-son-destin-en-main_6379341_3232.html?lmd_medium=al&lmd_campaign=envoye-par-appli&lmd_creation=ios&lmd_source=default&random=400312245

Le retour du républicain à la Maison Blanche devrait inciter les Européens à poursuivre l'intégration européenne pour assurer eux-mêmes leur prospérité économique, leur sécurité militaire et la promotion des valeurs démocratiques, estiment des membres du conseil scientifique de l'Union des fédéralistes européens dans une tribune au « Monde ».

Publié aujourd'hui à 12h30

La réélection de Donald Trump, surtout si la victoire des républicains se confirme aussi au Sénat, est de nature à bousculer trois principes qui sont au fondement même du mode de vie et de la prospérité de l'Europe : une économie reposant en large partie sur le commerce transatlantique, une sécurité dépendant principalement de l'OTAN, et des systèmes politiques fondés sur la démocratie libérale et la croyance dans la possibilité d'une concorde entre les peuples.

Ce constat n'est pas nouveau. Depuis des années, divers études, tribunes et rapports viennent alerter l'opinion publique européenne sur ce triple risque.

Celui, d'abord, d'un décrochage économique et technologique de l'Union européenne vis-à-vis de la Chine et des Etats-Unis : récemment, le [rapport Draghi](#) a rappelé que l'Europe ne s'est jamais remise de la crise financière de 2008, qu'elle a raté le coche du numérique et qu'elle n'attire plus les investisseurs.

Isolationnisme

Il y a, ensuite, une ombre sur la sécurité de l'Europe, confrontée aux menées de la Russie et au repli des Etats-Unis ; la campagne électorale a démontré que l'isolationnisme a le vent en poupe chez les citoyens américains, qui ne semblent préoccupés que par les rapports de leur pays avec la Chine.

Le troisième risque est celui d'une remise en cause globale des valeurs de la démocratie libérale qui fondent les systèmes politiques des Etats de l'Union et les institutions de celle-ci ; les violentes diatribes qui font désormais le quotidien de la vie politique américaine montrent qu'elles sont mal en point, et que des forces puissantes promeuvent une conception beaucoup plus brutale de l'espace public.

L'Europe est au pied du mur et doit se préparer à des évolutions alarmantes. Celle d'une politique ouvertement protectionniste des Etats-Unis et d'une négation, plus ou moins virulente, des principes qui fondent le commerce international depuis la seconde guerre mondiale. Celle d'un désinvestissement américain, plus ou moins rapide et prononcé, des mécanismes de sécurité globale. Celle, enfin, d'une remise en question des vertus de la démocratie libérale.

Dans ce contexte critique, l'intégration européenne est en panne de projet, de budget et de leadership. Du côté des Etats membres, aucun responsable politique ne semble plus capable ou désireux de faire avancer les choses à l'échelle européenne ; avec l'élection de Donald Trump, le sauve-qui-peut national est à redouter.

Les idées radicales ont le vent en poupe

Du côté de la Commission, la reconduction d'Ursula von der Leyen est intervenue alors que de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement sont en difficulté et s'est accompagnée du départ des personnalités les plus fortes au sein du collège des commissaires : il est probable qu'au nom de ses conceptions atlantistes, elle ne voudra prendre aucune initiative qui pourrait déplaire aux autorités américaines.

Du côté de la société civile, les idées radicales ont le vent en poupe, et la tentation est grande de s'en remettre, comme aux Etats-Unis, au protectionnisme et au repli national.

A l'heure où les discussions budgétaires font rage en France, il faut aussi rappeler que, alors que le budget de l'Etat fédéral américain représente environ 25 % du produit intérieur brut (PIB) du pays, celui de l'Union européenne se limite à 1 % du PIB des Vingt-Sept. Avec une capacité budgétaire aussi faible, elle s'interdit toute action d'ampleur en matière de politique industrielle, d'innovation, d'action sociale, de transition écologique ou de défense.

Les prochains débats budgétaires poseront inévitablement la question d'une nouvelle répartition des financements disponibles, avec le risque de voir sacrifiés des secteurs essentiels pour l'Union européenne, tels que l'agriculture, la politique régionale ou encore l'éducation et la recherche.

[L'Europe doit prendre son destin en main](#), à un triple niveau.

Décisions ambitieuses et inconfortables

Elle doit accélérer l'intégration économique et technologique pour donner à ses entreprises les moyens d'être concurrentielles à l'échelle globale, dans un monde où les règles du jeu évoluent rapidement.

Elle doit aussi veiller à sa sécurité militaire collective, face à la double menace que représentent l'impérialisme russe et le repli des États-Unis.

Elle doit enfin défendre vigoureusement ses valeurs, l'attention qu'elle porte au progrès social, aux libertés, à la protection de l'environnement, et lutter efficacement contre les ingérences étrangères dans sa vie démocratique.

Ce sursaut pourrait s'incarner, sans délai, dans la mise en place d'[un cadre de défense européen](#). La tâche n'est pas aisée, car elle soulève des questions complexes qui exigeront des réponses courageuses.

L'augmentation des dépenses militaires doit-elle s'accompagner d'une réduction d'autres investissements ou d'une augmentation des prélèvements ? Peut-on penser une défense européenne sans une plus grande intégration politique et la création d'institutions – possiblement fédérales – capables de prendre des décisions au nom de l'Union ? Comment accompagner les changements socio-économiques qu'entraîneront des investissements massifs dans une politique industrielle de défense commune ?

Pour préserver son avenir, l'Union européenne doit prendre des décisions ambitieuses et inconfortables. Les bouleversements en cours, à l'Est comme à l'Ouest, sont un appel pressant à plus d'audace, à l'heure où la plus petite initiative européenne exige des trésors de diplomatie et des négociations interminables. Seul un surcroît d'intégration permettra de lutter contre les ambitions impériales et d'assurer la sécurité de l'Europe après la fin de la *pax americana*.

Signataires : **Arvind Ashta**, professeur de finances, Burgundy School of Business ; **Robert Belot**, professeur des universités (histoire), université de Saint-Etienne ; **Christine Bertrand**, maîtresse de conférences en droit public, université Clermont-Auvergne ; **Frédérique Berrod**, professeur des universités (droit), Sciences Po Strasbourg ; **Yann Moullet-Boutang**, professeur des universités émérite (sciences économiques), université de Technologie de Compiègne ; **Christophe Chabrot**, maître de conférences (droit public), université Lumière-Lyon-2 ; **Olivier Costa**, directeur de recherche CNRS, Cevipof - Sciences Po ; **Michel Devoluy**, professeur des universités honoraire (sciences économiques), université de Strasbourg ; **Sophie Heine**, autrice et consultante, chercheuse associée à l'Institut Egmont ; **Jacques Fayette**, professeur des universités honoraire (sciences de gestion), université Lyon-3 ; **Marc Lazar**, professeur émérite d'histoire et de sociologie politique, Sciences Po ; **Gaëlle Marti**, professeure de droit public, université Jean-Moulin-Lyon-3 ; **Alexandre Melnik**, professeur, ICN Business School Nancy-Metz ; **Ghislaine Pellat**, maîtresse de conférences (gestion), université de Grenoble ; **Céline Spector**, professeure des universités (philosophie), Sorbonne-Université.

'Faced with the re-election of Donald Trump, the European Union must take its destiny into its own hands'.

The return of the Republican to the White House should encourage Europeans to pursue European integration in order to ensure their own economic prosperity, military security and the promotion of democratic values, according to members of the scientific council of the Union of European Federalists in an article published in Le Monde.

Published today at 12:30pm

The re-election of Donald Trump, especially if the Republicans' victory is also confirmed in the Senate, is likely to upset three principles that are at the very foundation of Europe's way of life and prosperity: an economy largely based on transatlantic trade, a security system mainly dependent on NATO, and political systems founded on liberal democracy and the belief in the possibility of harmony between peoples.

This is not a new observation. For years, various studies, articles and reports have been alerting European public opinion to this threefold risk.

The Draghi report recently reminded us that Europe has never recovered from the 2008 financial crisis, that it has missed the digital boat and that it no longer attracts investors.

Isolationism

Secondly, there is a shadow over Europe's security, faced with Russia's actions and the United States' retreat; the election campaign has shown that isolationism has the wind in its sails among American citizens, who seem only concerned about their country's relations with China.

The third risk is that of a global challenge to the values of liberal democracy that underpin the political systems and institutions of the EU Member States; the violent diatribes that are now a daily feature of American political life show that these values are in a bad way, and that powerful forces are promoting a much more brutal conception of the public sphere.

Europe has its back to the wall and must prepare for alarming developments. That of an openly protectionist policy on the part of the United States and a more or less virulent denial of the principles that have underpinned international trade since the Second World War. That of a more or less rapid and pronounced American disinvestment from global security mechanisms. Finally, the virtues of liberal democracy are being called into question.

Against this critical backdrop, European integration is running out of plans, budgets and leadership. As far as the Member States are concerned, no political leader seems capable or willing to move things forward on a European scale, and with the election of Donald Trump, national *sauf-qui-peut* is to be feared.

Radical ideas have the wind in their sails

On the Commission side, Ursula von der Leyen's reappointment came at a time when many heads of state and government are in difficulty, and was accompanied by the departure of the strongest figures within the College of Commissioners: it is likely that, in the name of her Atlanticist views, she will not want to take any initiative that might displease the American authorities.

In civil society, radical ideas are on the rise, and there is a strong temptation to fall back on protectionism and nationalism, as in the United States.

At a time when budgetary discussions are raging in France, it should also be remembered that, while the budget of the American federal state represents around 25% of the country's gross domestic product (GDP), that of the European Union is limited to 1% of the GDP of the 27 Member States. With such a low budgetary capacity, it is unable to take any major action in terms of industrial policy, innovation, social action, ecological transition or defence.

The forthcoming budget debates will inevitably raise the question of a new distribution of available funding, with the risk of seeing essential sectors for the European Union, such as agriculture, regional policy and education and research, sacrificed.

Europe must take its destiny into its own hands, on three levels.

Ambitious and uncomfortable decisions

It must speed up economic and technological integration to give its companies the means to compete on a global scale, in a world where the rules of the game are changing rapidly.

It must also ensure its collective military security, in the face of the dual threat posed by Russian imperialism and the retreat of the United States.

Finally, it must vigorously defend its values, the attention it pays to social progress, freedoms and environmental protection, and fight effectively against foreign interference in its democratic life.

This leap forward could be embodied, without delay, in the establishment of a European defence framework. This is not an easy task, as it raises complex issues that will require courageous responses.

Should the increase in military spending be accompanied by a reduction in other investments or an increase in taxes? Is it possible to conceive of European defence without greater political integration and the creation of - possibly federal - institutions capable of taking decisions on behalf of the Union? How can we support the socio-economic changes brought about by massive investment in a common defence industrial policy?

To safeguard its future, the European Union must take ambitious and uncomfortable decisions. The upheavals underway in both East and West are an urgent call for greater boldness, at a time when the smallest European initiative requires a wealth of diplomacy and endless negotiations. Only greater integration will make it possible to combat imperial ambitions and ensure Europe's security after the end of the *pax americana*.